

La Fondation réaffirme son soutien à la mobilité sociale

 JULIEN GRENET, Codirecteur de la nouvelle chaire de recherche sur les Politiques éducatives et la Mobilité sociale à l'École d'économie de Paris

Je m'appelle Julien Grenet ; je suis directeur de recherche au CNRS et maître de conférences, professeur d'économie à l'École d'économie de Paris, et directeur adjoint à l'Institut des politiques publiques, installé dans les locaux de l'École d'économie de Paris. L'École d'économie de Paris (ou PSE) est l'un des plus importants départements d'économie d'Europe et il figure parmi les cinq premiers dans le monde. Il se distingue notamment par un groupe important de chercheurs spécialistes des politiques liées à l'éducation.

Cette nouvelle chaire de recherche sur les politiques d'éducation et de mobilité sociale a été créée par la Fondation Ardian en partenariat avec l'École d'économie de Paris et la Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance (DEPP) du ministère de l'Éducation nationale qui est le département des statistiques de ce ministère. La DEPP est chargée d'évaluer la qualité des politiques et des actions éducatives.

Elle va ouvrir aux chercheurs de PSE ses nombreuses bases de données pour les projets à venir. Ce partenariat va nous permettre de faire de grands progrès pour comprendre les politiques éducatives en France. Comme aucune des chaires actuelles ne couvre les thèmes liés à l'éducation et à la mobilité sociale, cette chaire va nous offrir l'occasion unique d'améliorer notre compréhension des causes de l'inégalité d'accès à l'éducation, et nous aider aussi à recenser les politiques et les actions qui sont à nos yeux les plus efficaces pour réduire ces inégalités et promouvoir la mobilité sociale.

Chapitre 1 - DES DOMAINES DE RECHERCHE PEU EXPLORÉS

Étant l'un des chefs de file du projet, j'ai l'intention de couvrir un vaste éventail de sujets, de suivre les enfants depuis les années préscolaires jusqu'à leur sortie du système éducatif lorsqu'ils entrent sur le marché du travail. Au vu de l'étendue du domaine, je souhaite avec mes collègues porter une attention toute particulière à deux thèmes qui ont été relativement délaissés par la recherche en France.

Le premier revêt une importance capitale. Il concerne l'éducation de la petite enfance. De nombreuses études montrent que l'éducation de la petite enfance est le moment où l'éducation peut avoir le plus d'effet sur le développement futur de l'enfant. Malheureusement, ce sujet capital a été négligé en France. Nous souhaitons combler ce vide en profitant de notre partenariat avec la Fondation Ardian, qui élargit actuellement son soutien aux plus jeunes enfants dans les cycles primaire et préscolaire. Nous pensons que le partenariat avec la DEPP nous sera très bénéfique en nous donnant accès à des outils que le ministère de l'Éducation a développés au fil des ans pour mesurer les compétences cognitives et non cognitives des enfants.

Le deuxième thème d'importance majeure pour la chaire sera la transition de l'éducation au marché du travail. Une des difficultés majeures que rencontrent les chercheurs dans l'étude de cette transition est que - jusqu'à encore récemment - il était impossible de lier les données d'éducation aux données de rémunération et d'emploi. Et cela est très dommageable car en France nous disposons d'un formidable volume de données sur l'éducation, mais aussi sur les marchés du travail. Nous sommes confiants que par le biais de notre relation avec la DEPP nous allons pouvoir progresser énormément sur le sujet.

Notamment parce qu'un des projets les plus ambitieux que nous avons l'intention de mener à bien est de rapprocher les données d'éducation de celles sur les rémunérations et l'emploi en utilisant des technologies de cryptage pour préserver bien évidemment leur confidentialité. Cela nous permettra de découvrir ce qu'il se passe lorsque les enfants sortent du système éducatif et comment ils se comportent sur le marché du travail.

Notre première initiative a consisté à lancer un appel à projets de recherche auprès des membres juniors et seniors de la chaire. Nous avons reçu de nombreuses propositions passionnantes et sélectionné quatre projets qui couvrent un vaste éventail de sujets en adéquation avec la politique d'éducation et ses différentes étapes. Ces projets concernent les conséquences des différentes dispositions éducatives sur le développement cognitif des enfants. Un second projet traite de la rénovation urbaine et de la mixité sociale dans les écoles. Des chercheurs vont aussi travailler sur les effets à long terme des internats, ces écoles expérimentales qui ont été créées en France tout en étudiant la réussite universitaire à long terme des étudiants à faibles revenus.

Enfin des études seront menées sur la sous-représentation des étudiantes dans les domaines scientifiques notamment dans le cadre des classes préparatoires aux grandes écoles d'ingénieurs en France.

Comme vous le savez, en raison de la pandémie, 2020 a été une année extrêmement difficile pour les étudiants. Nous allons lancer un appel au financement pour accorder une année supplémentaire de bourse aux doctorants qui travaillent dans le domaine de l'éducation et qui abordent les étapes finales de leur doctorat à la PSE.

Chapitre 2 - LA PHILANTHROPIE DANS L'ÉDUCATION

Je pense que la philanthropie peut apporter un grand changement dans le domaine de l'éducation. Aujourd'hui, l'éducation est, après la santé, le deuxième secteur le plus soutenu par les fondations. Les organisations philanthropiques jouent un rôle de plus en plus important, à la fois pour améliorer la qualité de l'enseignement, mais aussi pour promouvoir une plus grande égalité dans les opportunités éducatives dans le monde.

Cela est particulièrement vrai aux États-Unis où des organisations comme la Bill and Melinda Gates Foundation, sont devenues des acteurs clés de l'éducation grâce au financement de la recherche sur les établissements scolaires dans les zones défavorisées et le lancement d'un grand nombre d'actions pour améliorer l'efficacité des enseignants. Je suis persuadé que cette chaire qui a été créée par la Fondation Ardian peut faire bouger les choses, surtout en France. Elle peut aider à améliorer la qualité de l'enseignement et ouvrir un accès plus équitable à l'éducation. Il existe à mon avis plusieurs moyens pour y arriver. D'abord en finançant des actions innovantes pour améliorer la qualité de l'enseignement ; ensuite, en facilitant une évaluation rigoureuse des conséquences dans le domaine éducatif et en progressant sur les méthodes d'évaluation.

Je pense aussi que notre partenariat avec Ardian peut aider à constituer une base de connaissances pour sensibiliser les responsables politiques aux moyens les plus efficaces à mettre en place pour améliorer les politiques éducatives. Enfin, je pense que les organisations philanthropiques comme la Fondation Ardian peuvent aider à concevoir des actions à grande échelle en co-investissant avec d'autres donateurs et d'autres fondations pour soutenir l'investissement dans l'éducation.

Chapitre 3 - LES CLÉS DE LA MOBILITÉ SOCIALE

La recherche en économie a montré que l'éducation est l'un des facteurs clés, la mobilité sociale étant le marqueur de la réussite socioéconomique d'une génération à l'autre. Ce lien entre éducation et mobilité sociale a été très bien traité aux États-Unis. Les études récentes de Raj Chetty et de ses co-auteurs ont révélé qu'indépendamment du revenu des parents, les opportunités économiques des enfants sont lourdement tributaires de l'environnement dans lequel ils grandissent. En d'autres termes, les enfants dont les parents sont au plus bas degré dans l'échelle des revenus peuvent progresser en certains lieux mais ils ne font que peu de progrès dans d'autres.

Ce constat a mené les chercheurs à réfléchir pour savoir si ces différences sociales selon le lieu pouvaient s'expliquer par les différences dans la qualité de l'enseignement public. La réponse est oui. La disponibilité de l'enseignement public de haute qualité est un facteur clé dans la mobilité ascendante des enfants issus de familles à faibles revenus.

Beaucoup de questions restent pour l'instant sans réponse. Ce que les publications démontrent c'est que des établissements scolaires sont meilleurs que d'autres pour améliorer les résultats des enfants et que cela, à son tour, améliore l'égalité des chances d'une génération à l'autre.

Ce qui est moins bien compris c'est comment des politiques différentes se comparent en termes d'efficacité pour améliorer la qualité de l'enseignement.

Faut-il diminuer l'effectif des classes ? Faut-il améliorer la formation des enseignants ? Faut-il augmenter leur salaire ? Faut-il fournir des informations plus transparentes aux élèves ? Faut-il augmenter les aides financières ? Telles sont les questions fondamentales que nous voulons étudier dans cette chaire dans les prochaines années.

Ainsi l'étude que nous avons publiée récemment sur les Grandes Écoles repose sur les données administratives très riches détaillant l'étendue des inégalités d'accès à ces institutions d'élite. J'analyse trois dimensions : le contexte socioéconomique des étudiants, leurs origines géographiques et leur sexe.

Notre étude a révélé que les inégalités d'accès aux Grandes Écoles étaient plus prononcées que ce que l'on pensait, en particulier dans leur dimension géographique. Pour vous donner un seul chiffre : 3 % seulement des étudiants français viennent de Paris mais les étudiants parisiens représentent 25 % de l'effectif des Grandes Écoles françaises les plus prestigieuses comme l'École Polytechnique, HEC ou l'École Normale Supérieure.

Notre étude indique aussi que les étudiants doués venant de milieux socialement défavorisés sont confrontés à des obstacles énormes pour entrer dans les grandes écoles.

Ce travail de recherche a été beaucoup repris dans les médias et a attiré l'attention des responsables politiques. Des hauts fonctionnaires, des représentants des Grandes Écoles et aussi des associations nous ont contactés pour promouvoir une plus grande diversité sociale au sein de ces institutions d'élite.

Notre étude aborde plusieurs options politiques qui, à notre avis, pourraient se traduire par plus d'égalité dans l'accès aux Grandes Écoles. L'une des options consiste à mener des campagnes de sensibilisation ciblées sur les étudiants doués issus de milieux défavorisés. Ces propositions ont suscité l'intérêt des gouvernants et nous espérons qu'elles seront bientôt traduites dans les faits et évaluées.

Chapitre 4 - APPRENDRE DES EFFETS DE LA COVID-19

La fermeture des établissements scolaires en raison de la pandémie du coronavirus a laissé environ un million d'élèves dans le monde à la porte de l'enseignement avec des conséquences catastrophiques en termes d'inégalités d'éducation. De nombreuses études sont en cours pour essayer de quantifier les effets de ces fermetures sur les enfants et les adolescents, notamment parmi les populations défavorisées les plus vulnérables. Les études ont recensé plusieurs facteurs qui peuvent affecter le développement des enfants lorsque leurs écoles sont fermées. Le premier facteur c'est, bien sûr, la suspension de l'enseignement traditionnel en classe et son remplacement par l'éducation en ligne, numérique, ce qui n'est qu'un remplacement imparfait de l'enseignement présentiel. Un deuxième facteur concerne le changement d'environnement éducatif des enfants et les conséquences psychologiques de perdre le contact avec les amis.

Enfin la fermeture des établissements scolaires peut affecter le développement des enfants en raison des différences de réponse qu'apportent les parents qui n'ont pas tous les mêmes règles pour remplacer l'apport des enseignants.

Aussi, si nous n'avons encore qu'une vision incomplète des conséquences de la pandémie sur l'enseignement, nous recueillons de plus en plus de constatations venant de plusieurs pays, en particulier d'Europe, qui toutes pointent les effets négatifs sur l'enseignement. Les élèves en 2020 ont eu deux à quatre mois d'enseignement en moins par rapport aux élèves des années précédentes. D'autres constats au Royaume-Uni, en Belgique ou aux Pays-Bas observent que les élèves des familles à faibles revenus ont été bien plus touchés que ceux vivant dans des familles à hauts revenus.

Il existe de nombreuses études sur l'utilisation et les effets des outils numériques dans l'éducation et leurs conséquences sur les résultats des étudiants. Mais je dois préciser qu'il n'y a à ce jour aucun consensus sur les effets de ces outils. Les études existantes apportent en fait des réponses opposées à la question. La vérité est que les études sur les outils numériques dans l'éducation révèlent un fait important, à savoir que donner aux étudiants l'accès à la technologie n'est tout simplement pas suffisant. Les effets sur les résultats sont limités, même si, bien évidemment, cela améliore la compétence en informatique. Or, ce qui nous intéresse, ce sont les résultats sur l'acquisition des connaissances. L'utilisation d'outils numériques dans l'enseignement sera pour la nouvelle chaire un important domaine d'étude. La pandémie a montré que l'enseignement numérique ne peut remplacer la présence du professeur dans sa classe. Il nous faut donc faire preuve de prudence dans la façon dont on utilise ces outils. L'un des objectifs de la chaire sera précisément d'évaluer comment utiliser au mieux ces outils.

En France, comme dans beaucoup d'autres pays, une des difficultés importantes pour quantifier les conséquences de la pandémie sur l'acquisition des connaissances par les élèves est due au fait que la plupart des examens et des tests écrits ont été annulés en 2020. Cela signifie que nous manquons de données pertinentes pour évaluer avec précision ce qui s'est passé en France.

Heureusement la DEPP et le Ministère de l'Éducation ont mené une grande étude dans les écoles du pays pour savoir dans quelle mesure les élèves, étudiants et enseignants avaient été touchés par les fermetures des établissements scolaires à l'échelon national l'année dernière.

Dans le cadre de notre partenariat avec le Ministère de l'Éducation nationale, nous avons hâte de pouvoir exploiter cette étude pour mieux comprendre les implications à court et long terme de la pandémie sur l'éducation. Dans un premier temps, nous souhaitons recenser les conséquences de la pandémie sur les résultats des étudiants, ainsi que l'écart de réussite pour les élèves défavorisés. Nous étudierons aussi les solutions possibles, par exemple, des programmes de rattrapage destinés aux enfants qui ont de mauvais résultats. À plus longue échéance, notre analyse portera sur les conséquences de la pandémie sur les filières éducatives, et nous nous intéresserons particulièrement aux étudiants du supérieur qui entrent sur un marché du travail détruit par la crise épidémique.

Nous avons l'intention de profiter du partenariat pour exploiter le mieux possible les données sur l'éducation et le marché du travail et nous permettrons de suivre les étudiants depuis leur entrée dans le deuxième cycle jusqu'à leur sortie du supérieur pour entrer sur le marché du travail. En comparant ces étudiants aux générations et aux cohortes précédentes, nous pourrions mesurer avec précision les conséquences de la pandémie sur leur intégration dans le marché du travail et réfléchir à des solutions possibles en termes de formations et d'aides pour améliorer leurs résultats.

Naturellement, ces questions seront prioritaires pendant les prochaines décennies. J'estime que le temps est venu de lancer ces projets. C'est aussi une formidable occasion pour tirer les leçons de ce que nous avons vécu, non seulement du point de vue de la santé mais aussi de l'éducation, car il est probable que cette pandémie ne sera pas la dernière.